

L'Humanité

du Rouge



Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

Mercredi
21 avril 1976

No 474

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

Succès du meeting de soutien à la jeunesse palestinienne

La salle de la Mutualité était pleine vendredi soir pour le meeting de soutien à la jeunesse palestinienne organisé par la Jeunesse communiste marxiste-léniniste de France en présence de représentants de l'OLP et de la GUPS.

L'Union des étudiants guyanais intervenait d'abord, suivie de l'Association des étudiants d'origine malgache, puis l'Union syndicale progressiste panétudiantine de Grèce (PPSP).

Le professeur Larivière, chaudement applaudi, intervenait ensuite au nom de l'Association médicale franco-palestinienne. Pendant ce temps, de nombreux messages parvenaient à la tribune : du Comité permanent d'action pour la Palestine de Toulouse, du Comité «Karamé», du parti Baath arabe socialiste en France, du Mouvement pour l'indépendance et la liberté, du Comité Palestine de France.

Un représentant du groupe cinéma-Vincennes expliquait ensuite pourquoi et comment avait été ré-alsé le film «L'Olivier».

Il était suivi d'une membre du Comité juif antisioniste qui dénonçait la mystification consistant à identifier le judaïsme au sionisme.

Puis, un camarade marxiste-léniniste tunisien prenait la parole au nom de l'organisation «Le Travailleur tunisien».

Après des chants révolutionnaires interprétés par la chorale de la JCMLF, la parole était donnée à un responsable des organisations de masse au Centre de planification de l'OLP, chaleureusement accueilli par la salle, debout, scandant «Palestine vaincra !».

Après lui, un membre du Comité de section provisoire de l'Union générale des étudiants tunisiens, faisait une intervention au nom de plusieurs associations estudiantines arabes : Palestiniens, Libanais, Tunisiens, Irakiens. Dénonçant l'impérialisme, le sionisme et l'hégémonisme, cette déclaration était longuement applaudie avant l'intervention de la JCMLF dont nous publierons de larges extraits prochainement.

Le meeting se clôturait enfin par l'intervention de la présidente de l'Union générale des étudiants palestiniens en France qui expliquait la lutte de la jeunesse palestinienne : «... Toute la politique sioniste en Palestine occupée est destinée à vider le pays de sa jeunesse, parce que c'est là que la Résistance trouve la plupart de ses cadres révolutionnaires».

Nous reviendrons prochainement sur ce meeting qui fut une chaleureuse manifestation de solidarité avec la Palestine.

Expulsion des grévistes dans les foyers Sonacotra

Mesures fascistes à la Sonacotra : LA GREVE CONTINUE

L'expulsion clandestine de 16 travailleurs immigrés, grévistes des foyers Sonacotra, leur refoulement dans leur pays d'origine après une brutale intervention policière, marquent une nouvelle étape de la campagne de répression déclenchée par le gouvernement pour tenter de museler le mouvement populaire des masses qui va croissant.

Les méthodes employées par la police, sur instruction du gouvernement, — perquisitions et arrestations à l'heure du laitier, déshabillage et fouilles humiliantes, injures racistes et passages à

des foyers de la Sonacotra, contre le gouvernement des patrons et ses flics, mais aussi contre les révisionnistes du PCF et de la CGT qui sabotent leur lutte parce que les travailleurs immigrés ont refusé de se soumettre à leurs ordres.

Après les 16 arrestations et expulsions des grévistes des foyers Sonacotra, dont trois de «Romain Rolland», les résidents de ce foyer de St-Denis étaient plus que jamais déterminés à continuer le mouvement de grève dimanche matin lorsqu'ils manifestèrent trois heures durant dans les rues de la ville.

pulser par les travailleurs résidents du foyer : ces derniers connaissant parfaitement la ligne et les actions de ce parti au cours de leur lutte.

D'ailleurs, la manifestation de mardi du PCF à St-Denis sera également boycottée par les résidents qui ne reconnaissent pas dans ce parti des amis honnêtes et loyaux mais des ennemis de leur combat.

Dimanche matin, la détermination des résidents était grande : «La grève continue», «Tous à la manifestation du 24 avril à Barbès à 14 heures» devait scanner le cortège.

(Informations en p. 3)



Français et immigrés au coude à coude, dans les rues de Saint-Denis (photo HR).

tabac, — rappellent les pires heures de la répression déclenchée contre les travailleurs algériens, au plein cœur de la guerre d'Algérie.

Imaginons un instant que les rôles soient renversés. Que ce soit en Algérie que 16 coopérants français, en retard pour le paiement de leur loyer, soient ainsi traités et expulsés, quel concert de protestations ne manquerait pas de s'élever contre un tel traitement !

Notre riposte, celle de la classe ouvrière de France, doit être à la hauteur de cette attaque grossière de la part de la bourgeoisie et de son gouvernement. Ce sont des travailleurs en lutte pour leurs droits les plus légitimes, des travailleurs immigrés, nos frères de classe qui sont ainsi frappés. 16 d'entre eux ont déjà été expulsés. Mais des centaines d'autres poursuivent leur combat : contre la direction raciste et avide

La manifestation était partie du foyer et après un long périple dans la ville devait y revenir gonflée des travailleurs immigrés ou français qui l'avait rejointe tout au long du parcours.

On pouvait lire sur la principale banderole entourée du drapeau rouge «Unité des travailleurs français et immigrés, égalité des droits».

Le cortège devait s'arrêter en de nombreux endroits, devant un autre foyer, au marché, etc., pour expliquer en français et en arabe leur lutte et leurs revendications et pour demander le retour de leurs frères arrêtés et expulsés vendredi dernier.

En passant devant la mairie, il n'était pas surprenant de voir ces messieurs du PCF retranchés à l'intérieur, grille fermée et rideaux entrouverts. Il est vrai que vendredi dernier, une délégation des zélus PCF et de bonzes CGT s'était faite ex-

J. David libéré

LIBEREZ LE GALL! TOUS A L'ACTION !

Affolé par l'essor du mouvement révolutionnaire des masses, le pouvoir inculpe, frappe, expulse ou emprisonne des ouvriers, des paysans et des étudiants, des immigrés, des syndicalistes ou des marxistes-léninistes comme à Lorient la semaine dernière. Jean David, infirmier, et Romain Le Gall, balayeur municipal y ont été inculpés de «reconstitution de ligue dissoute» (ils sont accusés d'être membre du Parti communiste marxiste-léniniste de France, PCMLF) et écroués à Fresnes et la Santé. Devant l'inconsistance du dossier, Jean David a été libéré. Mais il reste Romain Le Gall, et avec lui de nombreux autres prisonniers politiques. Il faut agir pour arracher à la prison tous ceux qui y sont pour avoir pris la tête de leurs camarades dans la lutte contre la misère et l'exploitation. Il faut agir et s'unir pour exiger la libéra-

tion de l'ouvrier marxiste-léniniste Romain Le Gall et celle de tous les prisonniers politiques en France. C'est dans ce but que s'est formé à Lorient un comité de soutien composé de syndicalistes, voisins, amis ou collègues des deux inculpés. Nous publierons demain la lettre adressée par J. David à ce comité.

Par ailleurs, il faut signaler qu'à l'initiative des délégués de l'Université de Rennes, une motion a été massivement votée à Toulouse par la Coordination nationale des étudiants, pour exiger la libération immédiate de tous les détenus politiques actuellement incarcérés qu'il s'agisse des Corses, des viticulteurs du Midi, des soldats, des étudiants ou des militants inculpés pour reconstitution du PCMLF.

A noter que les délégués révisionnistes se sont refusés à voter.

Coordination nationale étudiante de Toulouse

FORTE OPPOSITION AUX MANŒUVRES REVISOS-TROTSKYSTES

Bien qu'éprouvés par une grande manifestation de 5 000 personnes et des affrontements très durs avec les CRS, qui avaient eu lieu la veille, c'est avec beaucoup de sérieux que les étudiants de la faculté Toulouse-Mirail avaient préparé la tenue de la coordination nationale des délégués des facultés en grève.

Ce souci, on allait le retrouver à plusieurs reprises tout au long des débats de la coordination, c'était celui d'empêcher toute récupération du mouvement par des organisations non-représentatives de la masse des étudiants en grève, telles que l'UNEF. Celle-ci d'ailleurs sous la direction comme chacun le sait du PCF, eut le culot de venir sommer les étudiants de Toulouse-Mirail de les laisser organiser la coordination nationale dans une autre faculté. Leur tentative échoua lamentablement et le samedi 17 avril au matin, dès leur arrivée à la gare, les délégations étudiantes furent prises en charge par les organisateurs. En raison des tentatives de fraudes révisionnistes, ce n'est qu'après une longue journée d'attente pendant laquelle travaillaient la «Commission de validation des mandats» et la «Commission des litiges» que put enfin s'ouvrir, vers 19 h, l'assemblée des délégués. Ceux-ci étaient 320 et représentaient 94 facultés, ce qui témoignait de l'extension du mouvement depuis «Amiens», voici une semaine.

Des messages furent tout d'abord présentés aux délégués. Parmi eux, celui du SNESup, le syndicat des enseignants de

l'enseignement supérieur contrôlé par les révisionnistes, suscita divers remous dans la salle : chacun savait bien en effet que le SNESup a constitué et constitue un des plus sérieux obstacles à l'extension de la grève se refusant toujours à reprendre le mot d'ordre de «GREVE GENERALE A L'UNIVERSITE» lancé par les étudiants, à Amiens le 10 avril. Par contre, c'est par des applaudissements nourris que furent salués les enseignants en grève qui s'organisent en comité d'action ou de grève pour lutter EFFECTIVEMENT contre la réforme SOISSON-SAUNIER-SEITÉ. Parmi ces enseignants en grève, les plus avancés dans leur organisation au plan national sont probablement les enseignants vacataires, ces bonnes-à-tout-faire de l'enseignement supérieur que le gouvernement a décidé de licencier massivement par une circulaire du 20 février 1976. Au nom du Comité de coordination nationale des enseignants vacataires de l'enseignement supérieur (COCONEVES) une déléguée enseignante vint donc lire un message de solidarité adressé aux étudiants et les informa des développements de la lutte des vacataires.

Après les messages d'enseignants, un message explosif, celui des ouvriers de l'imprimerie Caron-Ozanne, en grève avec occupation depuis plusieurs mois, devait déchaîner l'enthousiasme de bien des délégués soucieux, à juste titre, de renforcer l'unité ouvriers-étudiants-paysans.

(Suite page 3).

(Informations pages 3 et 5).

Chine

ENTHOUSIASME ET DETERMINATION A TRAVERS TOUT LE PAYS

Les deux récentes décisions du Comité central du Parti communiste chinois décidant la destitution de Teng Siao-ping de toutes ses fonctions, au sein comme en dehors du Parti, et la nomination du camarade Houa Kouo-feng de premier vice-président du Comité central du parti et de premier ministre du Conseil des Affaires d'État ont été accueillies avec enthousiasme par la classe ouvrière et le peuple chinois.

Partout à travers la Chine se multiplient les réunions, meetings, manifestations de masse, qui expriment le ferme soutien des ouvriers, paysans, soldats au Comité central du Parti et à la ligne révolutionnaire du président Mao et leur condamnation des incidents contre-révolutionnaires de la place Tien An-men.

Ils manifestent aussi leur détermination à poursuivre jusqu'au bout la lutte de classe contre la ligne révisionniste qui entendait insidieusement remettre en cause les acquis de la Révolution culturelle.



Miliciens et travailleurs manifestent sur la place Tien An-men, théâtre des incidents contre-révolutionnaires orchestrés par Teng Siao-ping, leurs sentiments prolétariens et leur attachement à la juste ligne politique impulsée par le président Mao.



Les ouvriers des chantiers navals de Shanghai tiennent un grand meeting pour dénoncer l'orientation réactionnaire que Teng Siao-ping a voulu imposer au Parti communiste chinois. Ils réaffirment bien haut que du point de vue de la Révolution, comme de la production la situation est excellente dans tout le pays.



Plusieurs centaines de camions transportant des dizaines de milliers de travailleurs ont parcouru les rues de Pékin ces derniers jours. Dans la grande lutte engagée, la classe ouvrière et le peuple chinois, maîtres du pays, entendent voir triompher leur orientation révolutionnaire.



A Chaochan, devant la maison natale du président Mao, l'appui enthousiaste d'une unité de l'Armée populaire de libération aux récentes directives du Comité central.



Cisjordanie :

Riposte aux provocateurs sionistes

Le visage fermé, les poings crispés de colère, les habitants arabes de Beitin, en Cisjordanie occupée, ont vu s'ébranler dimanche matin la cohorte de « colons sauvages » israéliens, répondant à l'appel des mouvements sionistes les plus fanatiques, qui commençaient une marche de 32 km en direction de Jéricho ; les sionistes, dont beaucoup portaient des fusils en bandoulières ou des pistolets à la ceinture, se livraient ainsi à une véritable provocation, à travers de nombreux villages arabes, pour affirmer leurs « droits » à expulser les villageois arabes de la terre palestinienne et à y implanter de nouvelles colonies d'occupation. Leurs leaders les exhortaient en affirmant « qu'il était temps que les Arabes se rendent compte que la terre d'Israël appartient aux juifs ».

C'est plutôt de l'inverse qu'ils ont été obligés, eux, de se rendre compte, à savoir que la terre palestinienne appartient aux Arabes et qu'ils sont bien déterminés à ne pas s'en laisser expo-

prier par les forces d'occupation.

Les forces de répression sionistes ont dû intervenir à plusieurs reprises à Djenine, Naplouse, Tulkarm, pour tenter de disperser les manifestants palestiniens qui, spontanément, un peu partout, protestaient contre cette véritable provocation. A Djenine, un manifestant arabe a ainsi été blessé par balles par les soldats sionistes. Plus d'une centaine de villageois manifestaient sur la grand place, refusant de se disperser et lapidant les troupes sionistes. Ceux-ci ont dû tirer plusieurs rafales avant de se dégager.

A Jéricho, au terme fixé pour la « marche sauvage », les sionistes étaient attendus de pied ferme par toute la population armée de pierres. Les commerçants avaient tous fermé leur rideau en signe de protestation. Malgré le couvre-feu décrété par les autorités sionistes, qui avaient fait cerner la ville par de très importants renforts de policiers et de militaires, de très violentes manifestations se sont déroulées.

Les premiers « colons sauvages » ont été accueillis par des grêles de pierres lancées par les habitants massés sur le parcours. La troupe et la police qui chargeaient pour les protéger ont été lapidées à leur tour et ont dû se dégager à coups de crosse. Une trentaine de manifestants arabes ont été arrêtés sans que la protestation populaire cesse pour autant.

A Ramallah enfin, Djemal Arafat Al Djoun, un garçonnet de 6 ans, a été tué vendredi par les balles d'un soldat sioniste alors qu'en compagnie d'enfants et d'adolescents, il participait à la prise d'assaut de la maison du meurtrier d'un sympathisant de l'OLP. A son enterrement, dimanche, les dix mille habitants de la ville ont manifesté aux cris de « Non à la marche, non à l'implantation sioniste, non au sionisme ».

Décidément l'occupant sioniste a fini de manger son pain blanc, celui qu'il a volé aux Arabes. Des jours très sombres s'annoncent désormais pour lui sur toute la terre palestinienne.

Luttes étudiantes

UNE REPRESENTATION PAS REPRESENTATIVE

La représentation de la coordination étudiante ne reflétait pas la véritable orientation du mouvement étudiant.

Pourquoi ?

Tout d'abord parce qu'il y avait environ 70 délégués révisionnistes de l'UNEF soit moins du quart ce qui est encore trop quand on sait que l'UNEF s'est opposé à la grève jusqu'au 15 avril dernier, et que partout elle a été « balayée » par les étudiants : bien souvent il lui est totalement impossible de prendre la parole tant elle est vomie par les étudiants en lutte.

Alors pourquoi a-t-elle quand même 70 délégués ? Simple opération électorale. L'UNEF contrôle bien certaines grandes écoles et certains autres secteurs « privilégiés ». (D'ailleurs l'UNEF est balayée des facs de Lettres qui sont la principale fabrique de chômeurs). Jusqu'au 15 avril elle se refusait à y organiser la grève, mais le 15 elle a organisé le mouvement (tant bien que mal) juste de quoi avoir des délégués validés à la coordination de Toulouse.

Quant aux trotskystes leur représentation massive ainsi que leur ligne à la coordination de Toulouse ne représente nullement la masse des étudiants. D'abord parce que les étudiants dans leur masse n'aiment pas du tout les traficotages avec l'UNEF révisionniste. D'autre part les orientations posées par les trotskystes ne sont nullement discutées et approuvées par les étudiants : ainsi quand la Ligue trotskyste écrit dans un numéro spécial que « le mouvement de lutte actuel provient de plusieurs facteurs : d'abord le caractère minoritaire du gouvernement... » ou encore «... des centaines de milliers d'étudiants ont désigné leur cible : le gouvernement Giscard-Chirac » ils tirent purement et simplement la couverture à eux et cherchent à enfilier à tout prix leurs thèses ultra-opportunistes. Car ce que combattent les étudiants c'est une réforme bourgeoise, c'est le système d'enseignement CAPITALISTE et NON PAS TEL OU TEL GOUVERNEMENT BOURGEOIS, autement dit oui, les étudiants combattent le gouver-

nement mais pas seulement le gouvernement Giscard-Chirac, ils combattent tout gouvernement chargé de défendre le système d'enseignement capitaliste, que ce soit un gouvernement Giscard-Chirac ou un gouvernement d'« Union de la gauche ».

Alors pourquoi les trotskystes de la Ligue avaient-ils plus de 100 délégués à Toulouse ? Simplement parce qu'ils trompent les étudiants et sont ultra-révolutionnaires en paroles mais toujours évasifs quand il s'agit d'être clairs : pourquoi ne disent-ils pas nettement qu'ils sont pour un gouvernement d'« Union de la gauche » le plus tôt possible dans les assemblées générales ? La réponse est simple : ils ne pourraient plus utiliser les étudiants comme une masse de manœuvre dans ses négociations avec le PCF.

Quoiqu'il en soit comme le disaient de nombreux inorganisés : « Nous n'avons rien à voir avec tout ça, ce qu'il faudrait c'est que toutes les instances du mouvement étudiant soient véritablement contrôlées par les inorganisés, par les masses. »

Une campagne politique d'importance

La coordination nationale étudiante de Toulouse a démontré que le temps n'est plus où les appareils de certains groupes pouvaient faire leur sale travail de récupération impunément. A Toulouse en effet malgré la mascarade et les cuisines parlementaires des trotskystes et des révisionnistes plus du tiers des délégués, des «inorganisés», c'est-à-dire n'appartenant à aucune formation politique, mais représentatifs des masses étudiantes, ont manifesté leur opposition très ferme :

1/ aux activités de sape, de manipulation, de trahison des révisionnistes de l'UNEF

2/ «à l'hégémonie des groupes» qui se propulsent à l'avant-scène et veulent détourner le mouvement de ses objectifs. C'est ainsi que de très nombreux délégués mandatés se sont déclarés prêts à construire d'autres coordinations capables de faire échec aux manœuvres de l'UNEF, du SNESup et de leurs leches-boîtes.

Les marxistes-léninistes pour leur part soutiennent à fond cette juste aspiration des inorganisés car elle représente une révolte de masse

antirévionniste. Ils considèrent de leur devoir d'encourager partout où ils sont présents cette juste aspiration et sont décidés à mettre toutes leurs forces en œuvre pour que les assemblées générales d'étudiants parviennent effectivement à CONTROLER les instances qu'elles mettent en place à tous les niveaux.

Pour soutenir le développement du courant des inorganisés, les marxistes-léninistes se proposent de mener une campagne sur les 5 points suivants :

1/ Condamner solennelle-

ment toute organisation syndicale ou politique prétendant parler ou négocier au nom du mouvement étudiant. A cet égard l'UNEF qui a accepté de se rendre à la convocation de Saunier-Seité et n'a cessé de s'opposer au mouvement doit être interdite de séjour dans toutes les instances du mouvement.

2/ Refuser toute tentative d'un parti politique quel qu'il soit pour utiliser le mouvement étudiant comme tremplin pour un changement de gouvernement dans le cadre du système.

3/ Promouvoir la liaison étudiants-travailleurs, syndiqués et non-syndiqués en lutte, dans l'unité à la base et dans l'action.

4/ Lutter jusqu'à l'abrogation effective de la réforme Haby-Soisson-Saunier-Seité. Refuser toute négociation sans abrogation préalable. Étendre la lutte à tout l'enseignement, l'approfondir en occupant les établissements.

5/ Exiger la libération immédiate de tous les emprisonnés et la levée des inculpations.

«L'Huma» blanche contre les décisions des étudiants

Dans «l'Humanité» du 20 avril les étudiants pourront lire que le PCF qui contrôle l'UNEF et le SNESup, comme chacun sait considère que : «TOUT RESTE A FAIRE POUR OBTENIR DU POUVOIR LA NEGOCIATION VRAIE... » Pourtant les étudiants ont dit et redit que leur objectif c'est l'ABROGATION et qu'il n'y aura pas de négociations sans abrogation. Alors on est sourd à «l'Humani-

té»... eh, quand on ne veut pas entendre ! Pourtant ils en avaient des oreilles les journaliers révisionnistes à Toulouse. Pour faire rentrer le plus possible de leurs manipulateurs dans la salle des débats ils avaient envoyé un journaliste de «l'Humanité» un de «l'Humanité-Dimanche», un de «France-nouvelle», un de «La nouvelle critique», un de «Clarté», un de «Avant-Garde», etc...

Sonacotra 16 frères immigrés arrêtés Préparons la riposte

A six heures du matin, vendredi 16 avril, les flics investissent simultanément les foyers de Pierrefitte, St-Denis, Sevran, Nanterre, Bagnole, Gennevilliers, Garges et Bobigny arrêtant 16 frères immigrés, pratiquement tous délégués des comités de résidents de leurs foyers.

Il s'agit de Bouya Hiaoui Moussa, Malien de Pierrefitte, Bouzide, Algérien de Pierrefitte, de Hoggaze Hoccine, Algérien de St-Denis, Guerni Amar, Algérien de St-Denis, Houichir Omar, Algérien de St-Denis, Soukane Akli, Algérien de Sevran, Menan Abdelmadjid, Algérien de Nanterre, Akmouche Ahmed, Marocain de Nanterre, Hassan Souisse Mohamed, Marocain de Nanterre, Rida Gouya, Tunisien de Nanterre, Ahmed Seka, Algérien de Bagnole, Mohamed Bachir, Algérien de Bagnole, Ben Kha Sheraouq, Algérien de Bobigny, ainsi qu'un dernier dont le nom n'est pas connu encore aujourd'hui.

Rappelant une certaine période de la glorieuse lutte de nos frères algériens pour la libération de leur patrie, les flics devaient s'acharner sur leurs prisonniers, les mettant à genoux torse nu, la mitraillette dans le dos devant leurs camarades, réveillés par les portes enfoncées à coup de pied. Cette intervention policière et ces arrestations devaient être entreprises sur ordre du ministère de l'Intérieur au mé-

pris des lois de ce régime, c'est-à-dire sans mandat de perquisition et sans arrêté d'expulsion. Une note du ministère de l'Intérieur communiquée à la presse dimanche devait inventer le prétexte de «troubles de l'ordre public» pour justifier les expulsions devant la montée des protestations de tout bord.

La vérité, c'est que les flics sont intervenus par surprise pour essayer d'arrêter les responsables du Comité de coordination qui dirigent la grève depuis septembre 1975. Malheureusement pour eux, ils n'y sont pas arrivés parce que les résidents unis autour de leurs délégués ont su prendre les mesures nécessaires à leur protection.

Pourquoi cette répression ?

Les résidents en l'ave des 52 foyers Sonacotra ont avancé depuis de nombreux mois un certain nombre de revendications, qui toutes ont été décidées et approuvées démocratiquement en assemblées générales. Il s'agit des revendications suivantes :

- baisse et blocage du prix du loyer

- le statut de locataire et non le statut de résident

- liberté des visites 24 heures sur 24 sans différence de sexe, liberté d'expression, droit de réunion

- le renvoi des gérants racistes et provocateurs

- la reconnaissance officielle du Comité de coordination des foyers en lutte et des comités de résidents.

Pour obtenir ces revendications, les résidents ont osé se battre, osé se mettre en grève, et s'organiser de façon indépendante en comptant sur eux-mêmes, tout en rejetant les manœuvres et intrigues d'éléments étrangers au mouvement dont le seul but n'était que de diviser entre nationalités et faire échouer la grève.

C'est ainsi qu'ils ont rejeté les manœuvres du PCF et de la CGT consistant à négocier dans leur dos avec une plate-forme revendicative n'ayant rien à voir avec la plate-forme des résidents.

C'est ainsi que dans plusieurs foyers les résidents ont rejeté les délégués qui avaient signé la plate-forme des révisionnistes du PCF sans les consulter et qu'ils ont réélu de nouveaux délégués qui acceptent de remplir les tâches fixées par l'assemblée générale.

De leur côté, les patrons de la Sonacotra n'ont pas voulu négocier parce qu'ils

espéraient toujours pouvoir s'entendre sur la plate-forme révisionniste qui prévoyait une baisse des loyers de 10 centimes par jour, et un règlement intérieur identique au précédent où, seuls les mots, mais pas le sens, avaient été changés.

Aujourd'hui encore, la Sonacotra refuse de négocier et refuse de reconnaître le Comité de coordination comme véritable représentant des résidents.

Seulement si les patrons de Sonacotra espéraient que la répression affaiblirait la volonté de lutte des résidents, ils se sont lourdement trompés. La détermination est au contraire la plus grande pour continuer la grève pour leurs revendications.

C'est ainsi qu'ils seront nombreux le samedi 24 avril à 14 heures à Barbès pour manifester. «Notre lutte est celle de toute la classe ouvrière de France.» disent les résidents. Sachons montrer que nous sommes à leurs côtés, aujourd'hui et jusqu'à la victoire.

Mobilisons-nous dès à présent pour populariser cette grande manifestation.

Note : Pour Paris un tract du Comité de coordination à diffuser sera à la disposition des camarades dès mardi soir, ainsi qu'une affiche.

Forte opposition aux manœuvres révisos-troskystes

(Suite de la page 1)

Afin de manifester leur soutien aux étudiants en lutte contre l'école capitaliste, les ouvriers de Caron-Ozanne proposaient d'ailleurs dans leur message de donner largement la parole dans la prochaine édition de Ouest-licenciements, leur journal, aux étudiants en lutte. Ainsi tandis que les dirigeants syndicaux soi-disant représentatifs de la classe ouvrière se taisaient devant la juste lutte des étudiants, des ouvriers, de simples ouvriers de base, en lutte eux aussi contre le capitalisme fauteur de chômage, manifestaient concrètement leur solidarité de combat. Quelle leçon sur ce qu'est l'esprit révolutionnaire de la classe ouvrière !

Après la lecture des messages de solidarité, l'ordre du jour fut voté (1/ bilan du collectif mis en place à Amiens, 2/ perspectives du mouvement, 3/ axes de lutte, 4/ vote des motions). C'est alors que devait commencer très rapidement une mascarade qui devait donner à la coordination l'aspect d'un parlement bourgeois. Bafouant la volonté de l'immense masse des étudiants en grève les délégués révisionnistes et trotskystes commençaient à monopoliser la parole parlant à tour de rôle et le plus souvent possible et répétant toujours la même chose. Ce triste spectacle allait durer tout au long de la coordination accentuant la révolte des délégués «inorganisés» contre ce détournement du mouvement étudiant. Car malgré la forte représentation trotskyste (environ 100 délégués de la Ligue de Krivine) et révisionnistes (à peu près 70 délégués UNEF) un important courant se manifesta pour condamner l'UNEF, rejeter les magouilles des groupes et prôner le durcissement de la lutte (voir la motion des inorganisés).

Mais ce ne fut pourtant pas là la question principale débattue à Toulouse, si tant est qu'il y eut débat. Non, la principale ligne de démarcation entre le courant de masse d'une part et la ligne des groupes révisionniste et trotskyste d'autre part, porta sur la question de l'attitude vis-à-vis des directions syndicales.

Dès le début la Ligue trotskyste, dont la ligne consiste à tout faire pour remettre en selle les directions syndicales révisionnistes traitres à la classe ouvrière et aux masses populaires fut violemment critiquée. L'attitude de ses délégués qui constituaient, à la suite de la Coordination d'Amiens, le Collectif national, fut dé-

noncé avec force par de nombreux délégués qui soulignaient que «le Collectif national a renoncé au mot d'ordre - voté à Amiens - de grève générale de l'Université, pour tenter de passer des accords unitaires avec les directions du SGEN et du SNESup. Alors qu'à la base de plus en plus d'enseignants votent la grève, cette attitude revient de fait à privilégier et à renforcer l'attitude capitulatrice des directions». Ainsi engagé sur ce thème, le débat n'allait pas quitter ce terrain important. Les trotskystes de la Ligue ne qualifiaient-ils pas de «victoire» la présence de l'UNEF dans des comités de grève et à la Coordination étudiante. Cherchant à mystifier les étudiants, ils veulent en effet leur faire croire «qu'on a besoin de l'UNEF», «qu'on a besoin des révisionnistes».

Dès lors comment s'étonner si la coordination se termina par un vote de la motion présentée par des représentants de la LIGUE TROTSKYSTE avec TOUTES LES VOIX RÉVISIONNISTES. Révisionnistes et trotskystes s'étaient entendus en coulisse. Les révisionnistes voteraient la motion de la LIGUE en échange de quoi ils auraient des sièges au «Collectif national» élu en fin de coordination : la plus puante des cuisines parlementaires ! Indigné par cette opération, les délégués inorganisés représentatifs du mouvement de masse étudiant sifflaient la magouille. Le délégué de Clermont-Ferrand, avec colère, jeta son mandat à la tribune et condamna la mascarade. Pendant ce temps les délégués trotskystes de «Révolution !» qui n'avaient pas voté la motion de la LIGUE, se joignaient au collectif et l'on apprenait incidemment qu'ils avaient eux aussi négocié leur participation au collectif : 7 sièges pour «Révolution !», 15 pour le PCF, la «LIGUE de Krivine» et l'AJS (trotskyste), un vrai petit gouvernement.

Malheureusement pour lui, un gouvernement qui n'est pas reconnu : comme l'ont dit les délégués de Toulouse, Clermont-Ferrand, Villetaneuse, Bobigny, Rouen, Orléans, Rennes, Lille, Vincennes, ce collectif ne représente rien, ce sont les assemblées générales d'étudiants à la base qui sont les véritables organes de décision. Ce sont elles qui prépareront la journée de manifestation nationale du 23 et décideront toutes les mesures nécessaires à l'extension du mouvement et à son durcissement.



Aux fonderies de Mousserolles (Bayonne)

«La marmite recommence à bouillir»

Comme dans toute la métallurgie notre usine connaît à nouveau une agitation, suite à la volonté patronale d'imposer sa grille de classification. Les travailleurs des Fonderies connaissent déjà de graves difficultés à cause des conditions de travail et surtout de l'emploi qui les avaient conduits à lutter pendant un mois en décembre 75 pour refuser le chômage partiel, les salaires de misère, les licenciements en prévision et la répression syndicale.

Les voilà confrontés, en plus de tout cela, à l'application de cette grille de classification qui permet la déqualification massive et les enfonce davantage dans leur situation d'esclaves salariés. Les fondeurs recommencent à lutter malgré l'échec de leur dernière grève, dû essentiellement à la trahison des révisionnistes du PCF dirigeant la CGT. Ceux-ci cherchent, comme prévu à manipuler les travailleurs pour leur propre compte : en se basant sur le grand mécon-

tement provoqué par les déclassés, ils tentent d'imposer leur grille qui PERFECTIONNE le système de la hiérarchie capitaliste et de la division du travail.

Devant les aspirations des masses à la justice et à l'unité sur des revendications de classe, ils s'appuient sur les idées réactionnaires pour JUSTIFIER la hiérarchie capitaliste et la cotation par poste et s'efforcent de hacher le mouvement en développant l'action par secteur et par atelier sur des revendications particulières. Les communistes marxistes-léninistes de l'entreprise, s'appuyant sur les masses ont dénoncé la grille patronale et celle des révisionnistes ; ils se sont exprimés malgré les entraves des révisionnistes dans les assemblées de travailleurs et par la voix de la jeune cellule d'entreprise «Robert Barnetche» du PCMLF. Ce qui a valu à un délégué du personnel marxiste-léniniste d'être attaqué par les révisionnistes et sommé de se «soumettre ou

de se démettre». A l'heure qu'il est le mouvement n'arrive pas à s'unifier dans l'usine et progresse inégalement par des baisses de cadences et divers mouvements de protestation effectués par certains ateliers combatifs.

La lutte entre les marxistes-léninistes et les révisionnistes s'aiguise à mesure que grandit le mécontentement des masses à propos des classifications. Les prochains

jours, à la Fonderie, seront sûrement «chauds» : LA LUTTE IDÉOLOGIQUE ET POLITIQUE menée dans les masses par les marxistes-léninistes connaîtra des développements à condition que les communistes marxistes-léninistes de l'entreprise s'en tiennent fermement à la ligne de masse et fortifient leur esprit de parti dans le feu de la lutte de classe.

Correspondant HR
Bayonne.

La vague de lutte de classe dans la côte basque et le Bas Adour landais

Notre région connaît actuellement une ample vague de lutte qui touche les secteurs les plus importants de la classe ouvrière, des employés et des étudiants.

Après les cheminots, les métallos sont en lutte dans plusieurs entreprises contre la grille de classification et les conditions de travail à Turbomeca, chez Dassault-Breguet où les travailleurs mènent la «grève de l'enthousiasme» (baisse des cadences et tournante) depuis 6 semaines. Également aux Fonderies de Mousserolles et dans la zone industrielle de Biarritz. La manifestation de mardi 13 avril, à laquelle s'étaient joints les grévistes de l'hôpital a rassemblé 1 500 personnes. Luttent également dans le secteur hospitalier et à Tlérad à Anglet. Les pêcheurs de St-Jean-de-Luz, eux, luttent contre la liquidation de la pêche traditionnelle et artisanale au profit de la pêche industrielle et du tourisme auquel le capitalisme monopoliste de notre pays veut vouer notre région.

Les révisionnistes essayent de diviser les luttes et de manipuler les masses pour leur Programme commun, sous couvert d'une hypocrite unité d'action ils attaquent la CFDT ; les militants de l'HR également ont «l'honneur» de subir des attaques de plus en plus nombreuses de leur part.

Les marxistes-léninistes présents dans de nombreuses luttes essayent de les unifier sur des revendications de classe.

Correspondant HR.

Bourgogne Electronique (Dijon) Après la séquestration de la direction

Les travailleurs au cours de leur 5e semaine de grève ont durci leur mouvement.

L'assemblée générale des grévistes a considéré comme un 1er acquis les résultats des dernières négociations : 260 F brut d'augmentation pour l'année et pour tous, divers acquis sur les classifications sans toutefois qu'elles soient remises en cause globalement, retour aux 40 h sans perte de salaire étalé sur 15 mois, 1 ou 2 ponts payés pour l'année...

Il était demandé à la direction de certifier cela par écrit avant de parler de la reprise. Sa réponse fut qu'elle «accordait» le paiement d'une journée de grève... et exigeait l'évacuation de l'usine le soir même et la reprise le lendemain. La réaction des travailleurs est immédiate : ils se rendent massivement à la mairie, lieu des négociations, et à 16 h séquestrent 6 membres de la direction jusqu'au lendemain matin 6 h ! (après que celle-ci ait accepté de signer un protocole d'accord). Jeudi matin en AG la grève était reconduite jusqu'à mardi.

Le gala de soutien

Mercredi soir, le 2e gala de soutien à la «B.E.» était animé par plusieurs groupes de chanteurs et musiciens. Outre cela, des travailleurs en lutte sont intervenus : de la «B.E.» bien sûr, mais aussi 7 ouvrières de la SES-

COCEM de Grenoble (elle aussi filiale de la Thomson-CSF). Elles ont expliqué ce qu'elles avaient fait sur Grenoble pour être solidaires de leurs camarades, en insistant sur l'importance de la solidarité dans un même trust. Notons aussi, l'intervention des travailleurs immigrés du foyer Sonacotra de Dijon en grève, pour populariser leur lutte.

Les cadres provoquent

Vendredi matin, un cortège de cadres et le patron veulent entrer dans l'usine, mais les grévistes sont massés à la porte d'entrée. Comme ils longent la haie pour essayer de pénétrer, les lances à incendies sont mises en marche et font fuir ces valeureux combattants. Cependant ces derniers finiront par trouver une issue non-gardée (l'usine est très grande) et à pénétrer dans l'usine en enfonçant le grillage.

Quand les journalistes de FR3 arrivent — pour interviewer le patron, pas les grévistes — ceux-ci (et surtout les femmes) se mettent à entonner les chansons de leur lutte, empêchant ainsi toute interview. Finalement avant de partir, les journalistes se résignent à interviewer les grévistes. Une petite victoire qui a redonné du courage à tous et à toutes.

Correspondant HR

Dans l'Hérault

Répression policière antisyndicale contre des ouvriers agricoles immigrés

4 ouvriers agricoles, travailleurs immigrés, sont arrêtés le 24 mars 1976 et conduits à la gendarmerie d'Agde (près de Béziers dans l'Hérault) pour vérification de leur situation.

Les gendarmes voulaient mettre la main sur ces travailleurs, pourtant en situation régulière parce qu'ils sont syndiqués CFDT. Ayant découvert sur eux la carte syndicale CFDT, les flics se sont mis à les tabasser avec brutalité, puis ont expulsé ces camarades immigrés en direction de leur pays d'origine : le Maroc, où la police réactionnaire et fascisante d'Hassan II ne manquera pas de les arrêter. Les flics français sont, dans cette sale besogne, très liés avec leurs semblables marocains.

Mais ce n'était là qu'un début, comme la suite va le démontrer.

Le 8 avril 1976 on devait assister à une manifestation policière digne des périodes noires de l'occupation nazie : c'est ainsi que Vic, gros propriétaire viticole de Vias (Hérault) près d'Agde, et président du groupement des employeurs de main-d'œuvre agricole de l'Hérault, ordonne à ses ouvriers agricoles immigrés de se rassembler à 16 heures dans la cour de son domaine.

Il avait reçu, d'après ses dires, un coup de téléphone de la gendarmerie d'Agde qui désirait enquêter sur ses ouvriers, car elle savait qu'il y avait des syndiqués parmi eux.

A 16 heures, une douzaine de travailleurs sont dans la cour, arrivent les gendarmes, dont le chef de la bri-

gade d'Agde. Les travailleurs sont alors victimes d'un véritable interrogatoire policier. Qui est syndiqué à la CFDT ? Quelques ouvriers ayant alors sorti leur carte syndicale, les flics s'en emparent avec rage, les déchirant sur place en menaçant les ouvriers de les expulser s'ils restent à la CFDT. Les flics n'en restent pas là, et continuent leur œuvre répressive sur 2 autres domaines de la région : le domaine de St-Privat et celui de Médéhan.

Des patrons inquiets

Ces grands patrons réactionnaires de la viticulture sont à juste raison inquiets du développement de l'organisation des travailleurs immigrés dans les syndicats, ils sont inquiets devant l'unité qui se développe à la base entre travailleurs immigrés et français. Aussi, ils font «aboyer» leurs «chiens de garde» bien connus dans les campagnes, c'est-à-dire les gendarmes. Mais la répression fascisante n'empêchera pas, bien au contraire, l'unité à la base des travailleurs français et immigrés. La riposte n'en sera que plus grande et plus unie. Et si ces gros patrons viticoles croient empêcher par leurs crimes racistes l'alliance des ouvriers avec les petits et moyens paysans laborieux de la viticulture, eh bien ils se trompent lourdement.

Les ouvriers agricoles ne confondent pas cette poignée d'exploiteurs du genre de Vic, avec l'immense masse des petits et moyens paysans viticulteurs, qui eux aussi sont touchés durement par l'exploitation capitaliste. Ces derniers savent eux aussi, qu'ils n'ont rien à voir avec des Vic, Doumeng et Cie.

Ce n'est que tous ensemble : petits paysans-ouvriers agricoles, unis contre les Vic-Doumeng et autres exploités qu'ils vaincraient.

Correspondant HR
Montpellier

Mobilisation paysanne contre les cumulards

Dans le Morbihan à Locmalo, un commerçant en produits agricoles, Alfred Hellec propriétaire de 98 hectares veut expulser un fermier. Pourtant Hellec avait promis de renouveler le bail jusqu'à la retraite de l'exploitant.

Hellec se déclare salarié du commerce tenu par sa mère et les terres sont au nom de sa femme. Cet habile commerçant utilise la facture unique et fait sa fortune sur le dos des paysans en manipulant les taux d'impureté et d'humidité pour le mais sortant de son séchoir, etc.

Pour augmenter son profil il n'hésite pas à passer par-dessus les lois de la bourgeoisie ; il triche avec le fisc et les refus de cumuls pour ses terres mais n'est pas inquiet pour autant. De plus lorsque, comme le 20 mars

dernier, 50 paysans avec une vingtaine de tracteurs veulent mettre en valeur une parcelle de terre retirée à un fermier par Hellec, ils étaient accueillis par 30 gendarmes qui entouraient Hellec et des membres de sa famille venus gesticuler sur les lieux.

Pour intimider et diviser les paysans, Hellec organise sa petite manifestation à lui, grâce au chantage qu'il exerce sur ceux qui lui doivent de l'argent : «Si tu ne viens pas demain labourer pour moi tu auras l'huissier». Ainsi il a contraint quelques paysans. Mais malgré la présence d'autres cumulards et margoulins il n'y avait qu'une vingtaine de personnes à sa manifestation.

Par contre le 7 avril plus de 1 000 paysans sont venus soutenir le fermier expulsé en semant quelques hectares d'orge et montrer leur détermination à s'opposer à tous

les cumulards du département.

La presse locale, Ouest-France, a brillé une fois de plus par son «objectivité», la vingtaine de contre-manifestants est passée à 100, par contre la photo du 7 avril montrait quelques dizaines de paysans grâce à un habile cadrage de cette photo.

Devant la complicité du préfet qui ne fait même pas appliquer ses propres décisions d'interdiction de cumuls mais distribue largement les autorisations aux cumulards, la manifestation du 7 avril a montré que les paysans ne se laissent pas faire.

Vive les luttes paysannes pour le MAINTIEN DE L'EMPLOI, contre les cumulards et contre les EXPULSIONS DE FERMIERS.
Correspondant HR



1er MAI

Pour un défilé anticapitaliste et antirévissionniste

Le 1er Mai c'est le jour où les travailleurs du monde entier se donnent la main pour manifester leurs aspirations et leur enthousiasme révolutionnaires. Dans tous les pays ce jour-là ils sont des millions dans les rues à crier d'une même voix leur volonté d'en finir avec l'impérialisme et le capitalisme. En Chine, en Albanie, au Cambodge, en France, en Espagne et partout dans des situations différentes, c'est le même drapeau qui flottera dans les cortèges, le drapeau rouge, le drapeau des ouvriers du monde entier, le drapeau de la dictature du prolétariat.

Cette année dans notre pays le 1er Mai sera rehaussé de l'éclat des luttes populaires en plein essor contre la crise capitaliste et ses conséquences.

C'est au rythme de ces luttes que nous défilerons à Paris à l'appel de l'Humanité-Rouge, et de l'UCF (m-l) à 10h 30 de la Bastille à la Nation.

Cette initiative parisienne si elle n'a pas, malgré nos efforts reçu le renfort d'autres organisations françaises se réclamant du marxisme-léninisme, est d'ores et déjà assurée du soutien que lui apportent par leur participation internationaliste, de nombreuses organisations, camarades et amis étrangers qui représentent les peuples de multiples pays tels que le Portugal, la Turquie, la Guadeloupe, la Grèce, Madagascar, la Tunisie et d'autres encore.

De plus, afin de donner aux masses ouvrières et étudiantes et aux organisations de lutte représentatives qu'elles se sont données, la possibilité de manifester ce 1er Mai sans faire l'objet de quelque récupération politique que ce soit, nous proposons à tous ceux ou celles qui le souhaitent de prendre place dans ce cortège avec leurs propres banderoles et mots d'ordre. Ce défilé pourra ainsi faire la preuve qu'il est possible et nécessaire de se démarquer sur le plan politique des initiatives révisionnistes, trotskystes ou réformistes qui chercheront à faire du 1er Mai une journée de propagande pour leur propre accession au gouvernement dans le cadre du système capitaliste ; mais qu'il est aussi possible et nécessaire de s'en démarquer sur le plan idéologique et organisationnel en respectant les mots d'ordre et formes d'organisation que se donnent les masses elles-mêmes dans l'action.

Ce défilé se déroulant le matin permettra aussi à tous les participants, ouvriers ou employés, marxistes-léninistes ou non, de manifester l'après-midi au sein de leur section syndicale avec le même esprit de lutte anticapitaliste et antirévissionniste.

A l'offensive donc, pour que la voix puissante du mouvement révolutionnaire de masse retentisse le 1er Mai à Paris de la Bastille à la Nation.

Importante motion présentée par les «inorganisés»

Parmi les éléments positifs qui ressortent de la Coordination nationale de Toulouse un fait nouveau, l'intervention des inorganisés, c'est-à-dire de délégués étudiants indignés par les «magouilles» des sectes qui prétendent diriger le mouvement étudiant.

C'est ainsi qu'un étudiant des «Langues orientales» de Paris a présenté, après avoir condamné la monopolisation de la parole par des groupes, une motion mettant en garde l'UNEF révisionniste et l'UNEF trotskyste pour leurs manœuvres. Voici le texte de cette intéressante motion qui fut suivie d'un appel lancé par le délégué qui la présenta à une réunion des «inorganisés».

«Le mouvement étudiant a connu une nouvelle extension. La quasi totalité des universités s'est mise en grève, y compris la faculté de Nantes qui a démarré le mouvement l'hiver dernier

et qui repart actuellement à l'assaut de la réforme, y compris de petits centres régionaux souvent restés à l'écart des luttes ces dernières années.

«La grève générale de l'Université est devenue une réalité mais des phénomènes inquiétants apparaissent. Certains groupes partisans, spéculant sur le mouvement étudiant s'empressent de relever les propos de division tenus par Saunier-Seïté, se tiennent prêts à négocier rapidement pour sortir d'une situation qu'ils sentent explosive.

«Compte tenu de tous ces facteurs nous faisons les propositions suivantes avec comme objectif prioritaire de redonner à tous les étudiants le contrôle de leur lutte, de clarifier les objectifs du mouvement, de renforcer l'efficacité de la lutte :

1) Exclure de toute coordination à l'avenir les organisations qui concluraient

des accords séparés avec le pouvoir, au mépris de la souveraineté de la coordination.

2) Donner la priorité sur les faits au débat sur les objectifs et la nature du mouvement étudiant.

3) Soutenir les camarades des lycées et CET qui font en sorte d'élargir la grève à l'ensemble de l'Éducation nationale.

4) Élargir la plate-forme revendicative (allocation d'études, équivalences de tous les diplômes).

5) Développer les contacts avec les travailleurs et les chômeurs, organiser une manifestation avec les chômeurs la semaine prochaine.

6) Ne plus tolérer la fermeture des facs et l'interdiction des occupations, généraliser l'occupation des facs.

7) Boycott des examens en cas de non-satisfaction des revendications. Exiger la validation de l'année.

«Si nous poursuivons l'offensive, la victoire est à notre portée.»

UNE SEMAINE DE LUTTE A LA FACULTE DES LETTRES DE TOULOUSE

Le 13 avril, les étudiants ont à nouveau manifesté à Toulouse. Vers 16 h 30 plus de 2 500 personnes s'étaient rassemblées à l'appel de l'assemblée générale des étudiants en grève de la faculté des Lettres du Mirail et avec le soutien de la faculté des Sciences de Rangueil qui vient de se remettre en grève et des élèves de trois lycées.

La manifestation s'était donnée deux objectifs : le palais de Justice et le rectorat. Il s'agissait en effet à la fois d'exiger la levée des inculpations frappant deux étudiants pour la séquestration du recteur Chalin survenue le 12 février dernier, et de continuer à lutter avec détermination pour imposer l'abrogation de la réforme du second cycle.

D'importantes forces de police quadrillaient la ville. Et arrivés devant le palais de Justice, CRS et gardes mobiles encerclaient complètement la manifestation l'empêchant de continuer son parcours. La manifestation rebroussait alors chemin et se dirigeait vers le rectorat. Arrivés au rectorat, les CRS commençaient à marcher sur les manifestants. Les étudiants qui avaient organisé des groupes d'autodéfense, protégeaient la manifestation pour lui permettre de passer. Les flics chargeaient alors avec violence. Les étudiants ripostaient. Mais les flics les talonnaient sur tous les boulevards tirant des grenades lacrymogènes à tir tendu ainsi que des grenades offensives. Ils allaient même dans leur déchaînement de brutalité jusqu'à endommager des vitrines, des voitures, ayant en tête, à coup sûr, qu'il serait aisé par la suite de faire passer cela sur le dos des «gauchistes» et des «casseurs».

Des rafles importantes étaient faites. Les CRS, aidés

par des groupes armés fascistes ratonnaient un peu partout autour de la manifestation. Vingt trois personnes étaient interpellées pour vérification d'identité et maintenues en garde à vue.

Pour autant la mobilisation ne devait pas cesser d'augmenter à la faculté du Mirail. Et dès le lendemain matin, une assemblée générale s'y tenait regroupant étudiants, enseignants et travailleurs employés à la faculté.

De longue date, et tout à fait en dehors de l'initiative des révisionnistes du PCF dirigeant l'UNEF et la CGT, une journée de coordination des luttes était prévue sur toute la région pour le 15 avril. Contrairement à la journée d'action bidon souhaitée par l'UNEF, tout était organisé dans la région toulousaine pour que la journée du 15 avril soit une journée qui voit la participation réelle et active des masses ouvrières et populaires en lutte, et notamment des petits viticulteurs.

A la faculté du Mirail, les étudiants avaient préparé très activement cette journée. Ils y accordaient en effet, beaucoup d'importance dans la mesure où cette journée devait être, sur la région, le premier pas permettant de développer dans le combat contre l'ennemi commun l'unité du mouvement des étudiants avec celui des masses laborieuses en

lutte contre le système d'exploitation capitaliste.

Cette journée a connu un grand succès. Près de 5 000 personnes y ont participé. Les étudiants en grève des facultés de Montpellier, Pau et Perpignan étaient montés en masse. Les unions régionale et départementale de la CFDT ont participé à ce rassemblement ainsi qu'un certain nombre d'entreprises, bâtiment, ONIA, CII, SNIAS, Bergès, SNCF. Participaient également le SGEN-CFDT régional ainsi que des viticulteurs du Mivoc et des Comités d'action viticoles de l'Aude et de l'Hérault qui distribuaient du vin gratuitement. La CGT et l'UNEF, quant à elles, s'étaient refusées à assister à cette journée, et l'UNEF devait même essayer de couper la journée en 2 en convoquant une manifestation tôt dans l'après-midi. Cette tentative était vaine.

Les débats et les forums devaient se succéder du matin jusqu'au milieu de l'après-midi. C'est alors que les étudiants apprenaient que leurs camarades interpellés lors de la manifestation du 13, et dont la garde à vue avait été prolongée à 48 heures, passaient devant le juge d'instruction pour qu'il statue sur leur cas. Immédiatement les étudiants ont décidé de faire une manifestation. Et ce sont 3 500 personnes qui sont parties de la faculté du Mirail vers le palais de Justice où une délégation a été reçue par le procureur de la République.

Le lendemain matin, bien qu'inculpés au titre de la loi anticasseur, 22 des 23 étudiants arrêtés étaient libérés. Un seul était gardé et placé sous mandat de dépôt, il serait inculpé pour un soi-disant port d'armes.

la France des luttes

L'UNEF et l'UEC révisionnistes condamnés pour leurs brutalités

A la coordination de Toulouse, remarquablement organisée, seuls les délégués mandatés et la presse pouvaient entrer dans la salle des débats. Les révisionnistes, venus par cars entiers alors qu'ils n'avaient que quelques dizaines de délégués, étaient furieux de ne pouvoir pratiquer le «bourrage» de salle auquel ils ont recours d'habitude. Non contents de faire le cirque devant la salle où se réunissait la commission de validation des mandats ils devaient aggraver violemment samedi en début d'après-midi le service d'ordre mis en place par les étudiants de la faculté de Toulouse-le-Mirail. A la suite de cette agression purement et simplement de type fasciste, un étudiant du service d'ordre dut être transporté à l'hôpital, la mâchoire fracturée.

Les camarades de la faculté de Toulouse-le-Mirail révoltés par cette agression présentèrent devant la coor-

dination étudiante une motion condamnant ses auteurs. Voici le texte de cette motion votée à une écrasante majorité de 240 voix face à 13 contre, 10 abstentions et 55 refus de vote (soit 78 voix révisionnistes).

«La coordination nationale réunie à Toulouse-le-Mirail tient à faire savoir les éléments suivants : alors que les conditions de validation des mandats avaient été clairement expliquées et largement approuvées par les délégués de la coordination d'Amiens, un groupe d'individus (UNEF-Renouveau) a cherché à plusieurs reprises, délibérément des incidents. Parmi eux on pouvait reconnaître la direction de l'UEC de Toulouse, n'ayant rien à voir avec les délégués mandatés de la ville.

Un étudiant a eu à l'occasion de ces incidents la mâchoire fracturée : la coordination nationale condamne ces procédés.»

Des dizaines de milliers de voix s'élèvent contre la réforme Soisson

Le 15 avril, tandis qu'à Paris manifestaient au moins 40 000 étudiants et enseignants, à Orléans une manifestation en regroupait plusieurs centaines, tandis qu'à Grenoble, où la lutte s'est étendue des 3 facultés à l'Institut polytechnique national et aux lycées dont la plupart sont en grève, plus de 7 000 personnes descendaient dans la rue.

A Reims, étudiants et lycéens ont effectué un parcours défini en assemblée générale. Dès le départ l'UNEF a tenté de noyauter la manifestation avec ses banderoles et ses mots d'ordre. Elle ne comptait pas avec la détermination des étudiants marxistes-léninistes. Or rapidement la masse des étudiants s'est regroupée autour des étudiants de «l'Humanité rouge», de l'UCF-m et du PCR-m et a repris leurs mots d'ordre : «Négociations trahison, agrogation sans condition de la réforme Soisson», «Giscard ou Marchais, c'est le capitalisme, ce qu'il nous faut c'est le socialisme». Lorsque, trahissant les décisions prises en assemblée générale, l'UNEF appela à la dispersion avant la fin du parcours prévu, c'est aux cris de «UNEF trahison» et de «Programme commun, programme bourgeois» que la majorité des étudiants et lycéens continuèrent à manifester, bloquant l'artère principale de Reims pendant une demi-heure.

A Nantes où les facultés de Lettres, l'Institut universitaire de technologie, l'École nationale supérieure de

mécanique et deux lycées sont en grève, c'est aux cris de «Travailleurs, étudiants, lycéens, tous unis contre la bourgeoisie», «Ni chômeurs ni cadres au service du capital», etc., et «Une seule solution la révolution» que 3 000 élèves ont manifesté. La manifestation s'est dirigée vers la chambre de Commerce pour protester contre la mainmise renforcée du patronat sur les facultés et exiger la réintégration de deux professeurs et d'une secrétaire licenciés par le directeur fascisant de l'École supérieure du commerce. Les CRS stationnés dans la chambre de Commerce ont chargé la fin du cortège à coups de grenades lacrymogènes. Des assemblées générales étaient prévues pour ce début de semaine.

A Marseille environ 7 000 étudiants et lycéens ont manifesté. Dès le début les groupuscules révisionnistes UNEF et UNCAL ont voulu encadrer les manifestants avec l'aide du service d'ordre de la FEN que dirigeant, à Marseille, les révisionnistes. Leur manœuvre s'est soldée par un échec. Et lorsqu'aux abords de la préfecture les révisionnistes ont ordonné la dispersion, ils n'ont été entendus que de quelques centaines de personnes. Enfonçant complètement le service d'ordre de la FEN en scandant : «Non, non, non à la dispersion, la manifestation continue», plusieurs milliers d'étudiants et de lycéens ont continué à manifester dans le centre de la ville pendant près d'une heure sous une pluie battante.



Lettre d'un camarade de l'Ouest, ex-membre du PCF

Le PCF a bien trahi la lutte du peuple algérien

Il faut absolument démasquer l'attitude pleine de duplicité du PCF pendant la guerre d'Algérie. J'ai adhéré au JC en 1958, puis au PC et je puis témoigner que jamais, au grand jamais, il n'y eut de soutien réel de la part de ces organisations à la lutte du peuple algérien.

Jeune militant alors, j'ai fait des bombages «Paix en Algérie» sur les routes et les murs. A l'époque, je ne comprenais pas quelle duplicité se cachait sous ce mot d'ordre quasiment unique du PC. Pour moi comme pour mes camarades, nous voulions réellement la victoire du peuple algérien. Nous avions confiance (une confiance aveugle) dans le parti et un tel mot d'ordre nous semblait juste nous ne songions même pas à en discuter. Quoi de plus juste en apparence ? Le peuple algérien gagne son indépendance, et au bout il y a la paix en Algérie. Mort d'ordre trompeur en fait car permettait de masquer toutes les politiques même les plus réactionnaires.

C'est toujours avec de telles ambiguïtés que le PCF gruge les travailleurs, momentanément sans doute, mais relativement effacement car le peuple est honnête et sans calcul. Les fautes du PCF misent précisément sur ces qualités pour leurs menées contre-révolutionnaires.

Toujours est-il que m'étant trouvé en contact avec des membres du FLN étudiants dans ma ville, j'étais bien embarrassé parfois et

ne comprenais pas leur mépris vis-à-vis du PCF alors qu'il me semblait que nous défendions les uns et les autres la même cause. J'avais l'impression qu'ils étaient de parti pris, anticommunistes, de mauvaise foi même.

De même, face à des amis, membres du PSU, qui, eux, participaient activement aux réseaux d'aide au FLN, et qui, dans les discussions que nous avions, reprochaient au PCF son non-engagement dans le soutien effectif au peuple algérien, je répondais ce que m'avaient enseigné mes dirigeants d'alors : «Il leur est facile à eux (les gens du PSU) de faire ce qu'ils veulent, ce sont des irresponsables, mais nous, nous avons des responsabilités vis-à-vis des travailleurs et nous risquerions de perdre aux prochaines élections, car les travailleurs ne comprendraient pas (que nous aidions ceux qui tirent sur nos soldats).»

Logique de traître, mais je ne le voyais pas alors et reprenais ces «arguments» de bonne foi.

Prenant le train régulièrement pour mon travail, combien de fois n'ai-je pas

vu des militants algériens, pleins de dignité, enchaînés les uns aux autres, encadrés par la police, embarqués vers un tribunal, une prison ou un camp d'internement comme le Larzac ! Quelle solidarité y a-t-il eu vis-à-vis d'eux ? Le silence, le silence seul des voyageurs. Le PCF, lui, présent à la SNCF, n'a jamais mobilisé ses forces pour les sortir de là, pas même pour manifester sa sympathie.

J'avais envie de crier la mienne, mais je n'ai jamais osé.

Quel coup ce fut pour moi lorsqu'un jour, me promenant sur une petite route de Bretagne avec France-nouvelle sous le bras, je fus accosté par un travailleur algérien qui allait de ferme en ferme. Celui-ci me salua chaleureusement, me parlant de la victoire proche de son peuple. J'étais heureux de cette rencontre quand, tout à coup son visage changea. Il avait confondu France-nouvelle avec France Observateur (qui avait des positions de soutien à la lutte du peuple algérien). Il me dit alors ce qu'il avait sur le cœur vis-à-vis du PC et c'est avec le plus grand mépris qu'il me quitta me laissant complètement dérouté.

Mais lorsque l'OAS entra en action, le PCF qui fut parfois visé, trouva encore là un moyen de redorer son blason, et moi-même une occasion nouvelle de me laisser endormir comme beaucoup d'autres par ses coups de trompettes «antifascistes».

Vers la fin de la guerre d'Algérie, le PCF organisa dans notre ville, avec d'autres forces satellites une manifestation pour la paix en Algérie. Il fallait bien en faire une et satisfaire une poussée grandissante à la base.

Des étudiants de l'UEC entonnèrent à un moment l'Internationale. Les dirigeants fédéraux me demandèrent d'intervenir auprès d'eux pour que cela cesse car des gens (qui manifestaient) pouvaient être gênés par ce chant. Belle volonté de lutte et bel internationalisme !

Sur les 800 adhérents que comptait alors le PCF dans ma ville, une seule militante a été condamnée pour aide au FLN et, à ma connaissance, c'est la seule personne (si l'on excepte quelques éléments pas véritablement intégrés au parti) qui apporta une aide effective. Elle fit cette démarche à titre personnel et le PC sut s'en servir pour montrer qu'il faisait quelque chose, en

tant que parti, puisqu'une de ses militantes venait d'être condamnée.

Ce qu'il oubliait de dire, c'est que les 799 autres, dont j'étais, de ce point de vue-là, ne risquaient pas grand chose.

La seule action que je fis, qui fut un soutien réel, est celle-ci. Travaillant momentanément dans un immeuble en face de la prison, nous voyions les prisonniers algériens dans leurs cellules et les saluions du bras. Ceux-ci nous répondaient en scandant : «Techniciens, avec nous !» se fiant à nos blouses blanches. Nous eûmes aussitôt la visite d'un responsable de la prison qui intervint, menaçant, auprès de notre chef. Les prisonniers quant à eux disparurent de notre vue.

Cette action, si minime, j'en garde un bon souvenir. Mes camarades de travail et moi, nous l'avons faite spontanément en tant que gens du peuple. Le parti prétendument communiste n'y est pour rien, absolument pour rien. En pourtant, j'étais un militant actif de ce parti.

Il fallut bien des années et bien d'autres événements pour que je mesure sa trahison, celle du peuple algérien, celle du peuple français, et celle de tous les peuples du monde.

Ceux qui voudraient effacer cette trahison auront bien du mal. Plus même, ils ne réussiront pas.

A propos de l'unification des Marxistes-Léninistes

BILAN D'UNE REUNION OUVRIERE

Il y a quelques jours, avec des sympathisants, en majorité ouvriers, nous avons projeté un petit montage diapos sur le 14 février. A cette occasion, nous avons été amenés à parler de l'existence de plusieurs partis se réclamant du marxisme-léninisme. Nous avons parlé aussi de notre volonté d'œuvrer à l'unification de tous les marxistes-léninistes au sein d'un seul parti. Nous avons pu aussi constater à quel point les ouvriers présents souhaitent que l'unité se réalise.

Dans la ville dont nous parlons, il y a une usine où il y a une cellule du PCR-ml et une cellule du PCMLF. Est-il besoin de dire à qui profite et à qui nuit cette situation ?

Imaginez un peu, camarades, si l'unification au sein d'un parti marxiste-léniniste unique parvenait à se réaliser ! Quelle tête feraient les grands bourgeois du trust et leurs alliés révisionnistes ! L'unité retrouvée ne rendrait-elle pas confiance aux travailleurs désorientés par la division actuelle. Cela ne montrerait-il pas que les marxistes-léninistes, à la différence des groupes trotskystes et autres sectes petites bourgeoises, sont capables de surmonter leurs divergences parce que avant toute chose ils se placent du point de vue de l'intérêt de la classe ouvrière.

Car c'est bien de ça qu'il s'agit au fond. La classe ou-

vière est une, elle n'a besoin que d'un seul État-Major révolutionnaire. Il suffit de voir à quel point les ouvriers avancés souhaitent l'unification pour comprendre que nous devons déployer toutes nos énergies pour y parvenir. Karl Marx déclarait dans le Manifeste du Parti communiste : «Les communistes n'ont point d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat».

C'est parce que les communistes représentent les intérêts de la classe ouvrière, que nous, communistes, nous devons faire preuve, concrètement, d'esprit d'unité. Faire preuve d'unité, c'est se placer sur les positions idéologiques du prolétariat. Parler d'unité mais s'y opposer par toutes sortes de manœuvres dans la réalité, c'est s'écarter des intérêts de la classe ouvrière.

Si tous les partis qui se réclament du marxisme-léninisme, représentent effectivement et principalement, la classe ouvrière, alors l'unité au sein d'un seul et unique parti se réalisera inévitablement.

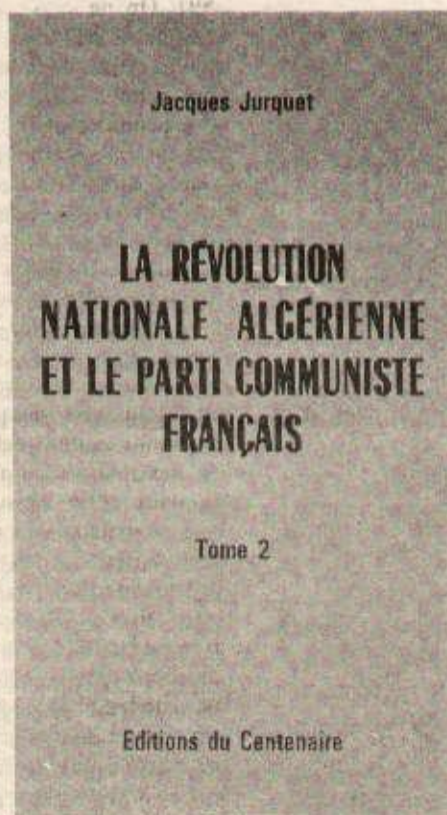
Si tous les partis marxistes-léninistes font preuve d'idéologie prolétarienne, dans la pratique, alors l'esprit de chapelle et de secte laissera la place à l'esprit d'unité et les conditions seront alors réunies pour une unification politique et organisationnelle.

Au fond la question-clé c'est toujours, quelle classe servons-nous ?

Voilà camarades, quelques réflexions que nous ont inspirées une réunion de sympathisants ouvriers et la situation dans l'usine dont nous avons parlé au début de la lettre.

Jacques Jurquet
LA REVOLUTION NATIONALE ALGERIENNE
ET LE PARTI COMMUNISTE FRANCAIS

déjà sortis : tomes 1 et 2 — tome 1 : 18 F — tome 2 : 45 F



Disponible aux librairies :

- Les Herbes sauvages, 70, rue de Belleville 75020 Paris.
 - La Force du Livre, 33, rue R. Leynaud 69001 Lyon.
 - Le Sel de la Terre, 4, rue Mal-Foch 22000 St-Brieuc.
- ou, par correspondance, à :
- E-100, 24, rue Philippe-de-Girard 75010 Paris.

VIENT DE PARAITRE

Textes
traduits de
la presse
chinoise



vent d'est

Critique du courant de droite.

La démocratie à l'usine.

Politique extérieure de la Chine : l'analyse de l'expansionnisme soviétique en Inde et en Angola.

Science et conception du monde :
— Le cancer n'est pas incurable.
— J. Monod : «Le hasard et la nécessité».

Transformation des habitudes à la campagne.

n°2

26 février 1976
5 FRANCS

E100

distribué par les EDITIONS DU CENTENAIRE

AFFICHEZ
L'H.R.





culturel



Cette série de 12 films est certainement l'un des plus importants documents dont nous disposons, en France, pour connaître et faire connaître la réalité enthousiasmante du combat pour l'éducation du socialisme en Chine.

Plusieurs points en particulier m'ont frappé :

1/ Il est constamment impossible de faire la distinction entre cadres et simples citoyens, sauf bien sûr quand on nous le dit. Les cadres sont bien au service du peuple, de la masse, ils vivent avec et comme le peuple. Chacun est sur un pied d'égal respect, chacun, quelque soit son rang, peut parler, critiquer, donner son avis.

2/ Et ils ne s'en privent pas les Chinois de donner leur avis, de parler. Si les réalisateurs du film s'entre-tiennent avec un groupe de quinze personnes, chacune d'entre elles prend la parole au moins une fois. Les réponses fusent, à droite, à gauche. Chacun se sent concerné par la construction du socialisme. Chacun a une opinion, chacun la donne. Et les réponses ne sont pas toutes faites, stéréotypées. Les gens se contredisent, discutent fort. Chacun participe, en conscience, au combat pour le socialisme, et non en automate. « Je suis membre du parti et pourtant je ne comprends pas bien cette directive du président Mao » dit un marin-pêcheur par exemple.

3/ La passivité, l'uniformité sont combattues en Chine. On n'a pas, sur l'écran, une masse informe, grise, nonchalante, manœuvrée. On a une collectivité consciente de son destin collectif, où apparaissent sans cesse des personnalités fortes, des « piques », des traits d'humour très fréquents. Témoins, cette paysanne des champs pétrolifères, ce jeune pharmacien turbulent, cet élève facétieux... Je crois que, dans l'ensemble, les films répondent bien au but défini par les réalisateurs : montrer ce que la Révolution culturelle a transformé dans la vie en Chine. On voit en effet tout au long des douze heures de projection, où en est la prise en main, par le peuple, de la construction du socialisme, comment sont les rapports entre les gens, les rapports entre la population et les cadres.

Les quelques critiques que j'ai à faire à ces films :

1/ On aurait pu utiliser, un peu plus que cela n'est fait, des « voies off » tentant de tirer des conclusions, des généralités de ce qu'on vient de voir.

2/ Certaines séances sont très longues, un peu trop. Je pense surtout à celle avec « La pharmacie » et « Une femme » : 3 heures pour deux films, c'est-à-dire, en une séance, pratiquement l'équivalent de deux séances habituelles de cinéma, c'est beaucoup !

Débat autour du film Comment Yukong déplaça les montagnes

3/ Pourquoi absolument aucun commentaire politique pour les courts métrages « Les artisans » et « Entraînement au cirque de Pékin » ?

4/ Un manque évident, et déjà souligné par HR, l'absence de reportage particulier sur les paysans, majorité du peuple chinois.

Pour conclure, je pense que la séance qui comprend 4 films : « Pétrole », « Shan-

ghai », « Opéra de Pékin », « Un professeur », est celle qu'il faut faire voir en premier à ceux qui ne sont pas du tout spécialistes ou même qui ne s'intéressent pas à la Chine. Parce que dans cette séance, les films sont relativement courts, et les sujets très différents, l'attention du spectateur est donc facilement maintenue.

Un lecteur d'Orléans.

Lettre d'un groupe de lycéens

*Camarades,
Voici la contribution
d'un groupe de lycéens dans
le cadre de la critique de la
série de films : « Comment
Yukong déplaça les monta-
gnes » dont vous avez eu
l'heureuse initiative.*

Lycéens en lutte contre l'école capitaliste, nous nous intéressons particulièrement au système d'enseignement en Chine.

Le contraste apparaît immédiatement dans les films de Joris Ivens et Marceline Loridan. Dans le film « Histoire de ballon », on s'aperçoit que les rapports enseignants-élèves sont diamétralement opposés à ceux que nous vivons ici. Alors que nos professeurs sont les mandarins détenteurs de la Science infuse à tel point que notre professeur nous demande de l'appeler le « Maître », nous fait remarquer que « nous avons besoin de lui et que lui n'a pas besoin de nous », en Chine, le fossé n'existe pas. On voit, lors d'une réunion, un professeur faire son auto-critique et les élèves la leur.

Les étudiants ne deviendront pas des cadres bourgeois coupés de la masse et de la pratique ; ils vont travailler dans les communes

populaires ou en usine. Le lieu de travail, véritable continuation de l'école, est l'endroit où paysans et ouvriers étudient ou continuent d'étudier (physique, mathématiques, etc.). Mais surtout par des discussions et des études en commun de la philosophie marxiste-léniniste, les travailleurs élèvent leur conscience politique, ce qui est la condition indispensable à l'exercice de la dictature du prolétariat.

Alors qu'ici, le peu de formation permanente est au service du patronat, en Chine, l'usine et l'université étant gérées par le prolétariat, elles dispensent une éducation au service du peuple.

En France aussi, nous voulons un enseignement au service du peuple. Tant que la bourgeoisie gardera sa mainmise sur le système d'éducation, elle tentera de l'adapter aux impératifs de production et aux crises capitalistes par des réformes comme la loi Haby-Soisson. C'est pourquoi la lutte actuelle des étudiants doit se placer dans le cadre de la lutte contre le système capitaliste tout entier.

Un groupe de lycéens
de Louis-le-grand.

Un chant de lutte des étudiants

(Sur l'air de Malbrough s'en va-t-en guerre)

Alice s'en va en guerre	Nous n'serons pas les
Répression, répression	cadres
policière	Répression...
Alice s'en va en guerre	Nous n'serons pas les
Contre les étudiants.	cadres
(ter)	D'cette société
	pourrie.
Elle voudrait nous	Nous gagnerons la
faire taire	lutte
Répression, etc.	UNITÉ UNITÉ
Elle voudrait nous	POPULAIRE
faire taire	Nous gagnerons la
Avec son arrêté.	lutte
Elle voudrait nous	A BAS LA
faire croire	SÉLECTION !
Répression, etc.	VIVE LA
Elle voudrait nous	RÉVOLUTION !
faire croire	
Qu'on aura du boulot.	Chanson écrite jeudi
Les patrons licencient	par le Comité de po-
Répression...	pularisation et d'ani-
Les patrons licencient	mation de la faculté
Et tuent les paysans.	de Vincennes.

Note de lecture

UN LIVRE SUR KISSINGER

Kissinger est sûrement le représentant de l'impérialisme US le plus connu dans le monde et dans notre pays. Un livre* paru l'an dernier donne des indications intéressantes sur les dirigeants de cette superpuissance mais aussi sur les rapports qu'elle a avec son rival, le social-impérialisme.

On y apprend que Kissinger préside de nombreux comités mais il n'y a que le nom qui change. En effet ce sont toujours les mêmes brigands qui se retrouvent ensemble pour discuter et décider des programmes de défense, des renseignements, des activités clandestines, des « négociations » avec l'URSS.

Nixon inventa la « liaison des problèmes », ce qui consiste à faire convoiter des crédits américains à l'économie soviétique en échange d'un lâchage des mouvements révolutionnaires et principalement du Viet-nam.

De même pour un accord sur les limitations des armes nucléaires qui coûtent très cher.

Sur la politique d'agression américaine en Indochine, ce livre nous donne également d'intéressantes indications. Par exemple Nixon ordonna des bombardements secrets sur le Cambodge dès le 18 mars 1969 (p. 134). Nixon envisagea même la destruction totale du Nord-Vietnam.

Après quelques voyages de Kissinger à Pékin, fut décidé l'historique voyage de Nixon en Chine. Ce voyage a consacré la défaite de la politique d'agressivité vis-à-vis du peuple chinois.

Mais de l'aveu même de

Kissinger il y a une région du monde où l'action du social-impérialisme l'inquiète. « Ce qu'ils font (les Russes) au Moyen-Orient, quelles que soient leurs intentions, représente la plus grande menace, à long terme pour l'Europe occidentale et le Japon, donc pour nous. » (p. 188).

Voilà qui est très clair ! De même dans la pensée stratégique de Kissinger la Jordanie et le Liban ont une importance stratégique (p. 189). On ne s'étonne donc pas que la situation soit ce qu'elle est à l'heure actuelle dans ce pays.

A propos d'Israël, Kissinger ne la considère que comme un point particulier de l'affrontement stratégique général avec l'Union soviétique (p. 202).

La guerre d'octobre 1973 pour la récupération des territoires arabes occupés par les sionistes a montré clairement aux yeux des peuples du monde entier quel est le jeu des deux superpuissances dans cette région. Les deux marchands de canons étaient prêts à se jeter l'un sur l'autre.

Ce livre est donc très intéressant bien qu'il ne développe pas une analyse marxiste-léniniste des rapports internationaux. L'idée qui y est développée est surtout celle d'un monde bipolaire (USA-URSS). Elle s'oppose à la juste ligne de lutte entre l'impérialisme et le social-impérialisme d'une part et les forces de la révolution et du socialisme de l'autre.

* Kissinger par M. et B. Kalb (trad. de l'anglais) Ed. R. Laffont 500 pages.

Communiqué du collectif de réalisation de l'Olivier

L'OLIVIER

— QUI SONT LES PALESTINIENS ?

CINÉMA LE MARAIS
20 RUE DU TEMPLE PARIS 4^e
(MÉTRO TEMPLE OU HOTEL DE VILLE)
PERMANENT DE 14 A 24 HEURES

Mercredi 21 avril
Cinéma le Marais
20 rue du Temple (métro Hôtel de Ville)

Débat après la projection du film « l'Olivier »
après la séance de 21 h 15

Viendront expliquer et développer les positions qu'ils exposent dans le film :

Piët Nach, ouvrier éboueur hollandais, instigateur de la grève antiazas des dockers d'Amsterdam en février 1941, militant pro-palestinien.

René Rindorf, juif antisioniste, ancien d'Auschwitz.
Bernard Lambert, paysan-travailleur, membre du tribunal Russel.

12 HEURES DE FILMS SUR LA CHINE

Comment Yukong déplaça les montagnes

Dans quatre salles :

— St-Séverin : 42 rue St-Séverin - 5^e (métro St-Michel) - tél. : 033 50 91 ;

— Quintette : 8/10 rue de la Harpe - 5^e (métro St-Michel) - tél. : 033 35 40 ;

— Gît-le-Cœur : 12 rue Gît-le-Cœur - 6^e (métro St-Michel) - tél. : 326 80 25 ;

— St-André-des-Arts : 30 rue St-André-des-Arts - 6^e (métro St-Michel) - tél. : 326 48 18 ;

SNCF

« Cassons les accords de progrès »

Lorsque Chaban-Delmas, le premier ministre réactionnaire de Pompidou, a lancé son slogan de « la nouvelle société », nous avons dénoncé immédiatement « les Accords de progrès », sa « concertation » et son « salaire minimum de croissance » comme une escroquerie, comme des pièges tendus à la classe ouvrière, par l'intermédiaire des réformistes de tout acabit et des révisionnistes complices, pour développer la collaboration de classe à

travers la « pause sociale » et les « négociations ».

Chaban-Delmas est parti, mais sa politique des « Accords de progrès » et ses effets néfastes pour les travailleurs, se perpétuent grâce à la démagogie sociale de Giscard et la complicité à la fois des syndicats-croupions de division et des dirigeants fédéraux et confédéraux de la CGT et de la CFDT suiviste à son égard, traîtres à la classe ouvrière.

Ces « Accords de progrès » ont pour but de stériliser la lutte de classe du prolétariat dans les grandes entreprises nationales et la fonction publique afin de pouvoir mieux isoler et casser, entreprise par entreprise, la lutte des travailleurs du secteur privé qui subissent le plus gravement, les effets de la crise économique du capitalisme.

Ces accords, maintenant bien connus, consistent à planifier les rapports salaires-prix, avec l'indice de comparaison de l'INSEE, toujours plus défavorable aux salaires, et sur lequel la classe ouvrière n'a aucune prise, ni aucun moyen de contrôle, pas plus d'ailleurs que sur les indices FO, CGT ou CFDT.

L'invention des « Accords de progrès » et la notion de « sauvegarde du pouvoir d'achat » par l'indexation des salaires sur l'indice caoutchouc de l'INSEE a été avancée

gine ces accords contenaient des clauses antigrèves. Séguéy a été obligé de convenir qu'à cause de cela c'était de mauvais contrats. Mais, même sans clause antigreve ce sont de mauvais contrats également.

En effet, la notion d'amélioration du pouvoir d'achat ou son maintien est basée sur un indice faussé. Mais ce n'est pas tout, ces « Accords de progrès » même s'ils ne contiennent pas de clause antigreve écrite, dans les faits, ils en comportent une. En effet, la notion d'amélioration du pouvoir d'achat est attachée également à l'amélioration de la productivité et la non-production, ou la baisse de production par suite de grève justifie aux yeux du patronat de refuser l'augmentation en question.

Dans la pratique, les cheminots, notamment par la grève de juin 1971, se sont opposés aux « Accords de progrès » et en ont

La pratique nous a appris et surtout cette année que la participation que la CGT et de la CFDT à ces négociations, même si elles ne signent pas en définitive l'accord, est une caution indirecte à ces accords. Elles accréditent la valeur juridique de ces accords pour faire pression sur les masses, pour les démobiliser ce qui contribue à paralyser la lutte de classe alors que leur rôle naturel est de la développer.

Chez les cheminots, la Fédération CGT et les dirigeants CFDT à sa suite se sont servis de la signature des 5 syndicats-croupions pour transformer leur grève de 48 heures en un point final, pour dire que les grèves ne pouvaient plus se poursuivre, n'avaient plus aucune perspective, puisque l'accord était signé. La CGT et la CFDT se sont donc dressées comme des gendarmes pour faire respecter ces accords, signés par d'autres, par les masses.

« L'accord est signé par 5 fédérations sur 7, même si les 5 ne représentent électoralement que 21 % des cheminots, et même si tous leurs électeurs n'apprécient pas forcément les dispositions de l'accord. L'accord est juridiquement valable. On ne peut plus s'y opposer. On ne pouvait que tenter de faire pression sur les 5 fédérations pour qu'elle ne signent pas. Maintenant c'est trop tard. On ne pouvait agir qu'avant les signatures, maintenant poursuivre la lutte, poursuivre la grève serait peine perdue, serait épuiser nos forces pour rien. Puisque les 5 fédérations ont signé on est obligé d'arrêter la grève, on n'y peut plus rien. La direction SNCF ne voudra plus rouvrir les négociations, le directeur l'a dit ».

Voilà les arguments qui ont été présentés par les dirigeants CGT et repris par les dirigeants CFDT à leur suite, dans les assemblées générales, afin de démoraliser les masses, pour que la grève de 48 heures lancée par elles les 25 et 26 mars 1976 soit leur baroud d'honneur et l'exutoire de la colère des masses. N'était-ce pas transformer l'« Accord de progrès » en accord antigreve ? Cette grève de 48 heures avait le double but de coiffer les grèves de masses parties de la base et dont l'initiative était aux assemblées générales quotidiennes. Elle avait pour but de les stopper au nom d'une meilleure coordination à l'échelle nationale. Elle avait pour but de permettre aux dirigeants de la CGT et de la CFDT de sortir avec tous les honneurs de la salle des négociations en faisant semblant de claquer la porte.

NON A LA COLLABORATION DE CLASSE OUI A LA LUTTE DE CLASSE

Nous, les cheminots marxistes-léninistes et les masses de cheminots en lutte considérons ces accords de progrès comme nuls et sans valeur. S'ils engagent les signataires ils n'engagent pas les cheminots. Les cinq syndicats croupions ont trahi à la fois les intérêts de leurs 21 % d'électeurs et les autres cheminots, les 79 %. En signant, ils n'ont pas défendu les cheminots mais le pouvoir et la direction SNCF. En participant à la discussion et en sabordant la grève générale des cheminots, en ne faisant rien pour étendre ce mouvement à l'ensemble



Séguéy à Grenelle en 68 avec Chirac et Pompidou. Collaboration de classe et trahison.

de la classe ouvrière, les dirigeants CGT et CFDT n'ont pas défendu les cheminots mais le pouvoir bourgeois et la direction SNCF.

C'est pourquoi les cheminots marxistes-léninistes et les masses cheminotes condamnent sans appel le pouvoir et la direction SNCF avec ses cinq fédérations de syndicats-maison, condamnant sans appel la participation des dirigeants CGT et CFDT à ces négociations et leur travail de sape contre la grève de masse illimitée des cheminots durant la semaine du 21 au 28 mars. Ils condamnent sans appel l'accord salarial 1976 à la SNCF.

Les « Accords de progrès » sont une contrainte pour briser nos luttes. Nous devons CASSER LES ACCORDS DE PROGRES qui n'ont pour but que de s'opposer aux justes revendications des travailleurs et de briser la lutte de classe du prolétariat.

Il faut dénoncer la mystification de l'ÉCHELLE MOBILE qui sert d'alibi à ces prétendus « Accords de progrès ». Il faut dénoncer l'indice INSEE ou tout autre indice de replâtrage qu'il soit paritaire, patronal ou syndical. C'est aux travailleurs de fixer eux-mêmes leurs revendications et de les imposer par la lutte.

Nous n'acceptons pas la planification de notre exploitation selon les aléas de la crise économique capitaliste ou de la productivité de l'entreprise, nous refusons les « Accords de progrès », nous refusons l'échelle mobile, nous luttons pour la fin de notre exploitation. La lutte de classe doit être continue et non pas fonction des caprices du calendrier des patrons ou des bonzes syndicaux.

Nous exigerons dans les syndicats que les dirigeants CGT et CFDT ne participent plus aux négociations des « Accords de progrès », ceci afin de développer la lutte de classe.

Nous exigeons dans l'immédiat :

- l'augmentation uniforme des salaires de façon à porter le salaire minimum à 2 000 F par mois,

- l'amélioration des conditions de travail par l'embauche des effectifs nécessaires et la refonte de la réglementation du travail, P4S et P4R, les 104 repos par an,

- l'augmentation de la prime de vacances, égale pour tous, d'un montant d'un mois du salaire de base minimum, soit 2 000 F.

Rejoignez les rangs des communistes marxistes-léninistes de France.

Larverne.



Assemblée générale à la gare de Lyon mars 76. Oui à la lutte classe contre classe.

par le pouvoir en réponse directe à la demande sempiternelle de l'ÉCHELLE MOBILE DES SALAIRES par les dirigeants renégats de la CGT. Cette revendication de l'échelle mobile des salaires par les révisionnistes répondait en fait, aux besoins du pouvoir et du patronat pour arracher la « pause sociale » et le développement de la collaboration de classe.

IL N'Y A PAS DE BONS « ACCORDS DE PROGRES »

On se rappelle que malgré nos dénonciations immédiates de l'époque, tous les syndicats sans exception ont été favorables à ces « Accords de progrès » et les ont signés. Puis, devant la résistance des masses, pour justifier sa signature, le bonze Georges Séguéy a dit « Il y a de bons accords et de mauvais accords. Nous, nous signons les bons ». Selon les besoins de sa cause bourgeoise et selon la pression des masses, les accords étaient bons ou mauvais. Les travailleurs ont dû faire l'expérience pratique de ces accords. Ils sont mauvais. A leur ori-

démonstré le contenu néfaste. Depuis, la CGT et la CFDT ne se sont plus avisées de signer de tels accords à la SNCF, même s'ils ne contiennent plus de clause antigreve déclarée. Mais cela n'empêche pas la CGT et la CFDT de signer de tels accords dans d'autres professions. Cela a été le cas encore récemment à l'EDF, où la CGT est largement majoritaire et dominante.

Donc, cela prouve, s'il en était encore besoin que la signature ou la non-signature pour les dirigeants CGT et les dirigeants CFDT à leur suite n'est pas une question de principe. D'ailleurs ils participent, partout, chaque année aux négociations interminables et secrètes de ces accords, pendant plusieurs mois. Ces négociations secrètes interminables servent d'alibi pour ne pas engager d'actions « pour ne pas gêner les négociations ! ». D'ailleurs, la direction SNCF a su dire cette année, devant le déclenchement des grèves sauvages à la base, qu'elle ne voulait pas négocier sous la menace des masses. C'était le 6 mars 1976 lors des actions de masses déclenchées à la base contre cette parodie de négociations et leur contenu ridicule.